

APN : formalisme ridicule et comédie lassante

À chacun son rôle, évidemment. La presse écrite dans son ensemble a eu, certes, raison d'ironiser sur cet exercice inutile dévolu depuis longtemps au Premier ministre mais ce dernier est à son tour fondé de retourner aux commentateurs le reproche. En effet, lui est-il loisible de se soustraire à une formalité, qui relève bien plus de la théâtralisation de la politique, sans risquer d'essuyer les plâtres de la critique, laquelle ne retiendra alors que le caractère méprisant d'une telle dérobade ?

En somme Sellal, tout comme ses prédécesseurs d'ailleurs, était lui aussi tenu de se plier à une coutume tout à fait platonique. En effet, se rendre au Parlement pour plaider sa feuille de route, a-t-il jamais été une véritable épreuve pour le gouvernement ? Aussi, vouloir soumettre la déclaration de politique générale de Sellal à la grille de lecture classique en vigueur dans les véritables démocraties ne risque-t-on pas, à notre tour, de verser dans l'analyse surréaliste ? C'est-à-dire imaginer des failles dans un corpus d'engagements puis gloser sur le débat des députés jusqu'à supposer qu'il se conclura par de la défiance au moment du vote. Un fantasme sans plus, car en s'efforçant de noter la «mollesse» d'une promesse ou au contraire la «vigueur» d'une autre, l'on ne fait que réinventer un projet politique là où il n'y a que du verbiage dans le propos officiel.

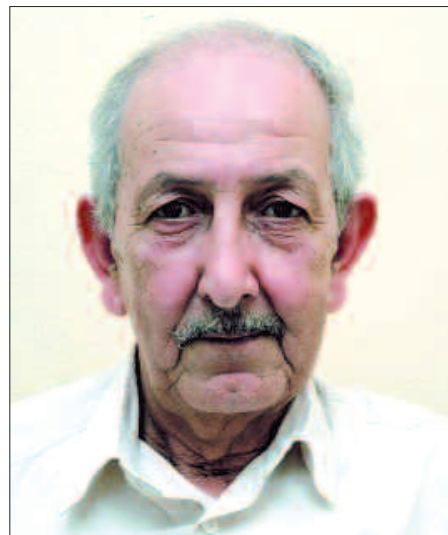
Un état de fait qui ne date pas de cette nouvelle nomination et de ce renouvellement de l'APN mais qui porte l'estampille du régime lui-même. C'est, en effet, à celui-ci que l'on doit la systématisation de l'assujettissement de la totalité des institutions et notamment celle du Parlement. Cette quatrième législature (2012-2017), à compter de la

Constitution de 1996, ne doit pas déroger aux us et habitudes des précédentes puisque le pouvoir est parvenu à en faire un «invariant» de sa stratégie. Simple chambre d'adoption, a-t-elle une seule fois donné des cauchemars à l'exécutif ? Il n'y a pas de souvenir dans ce sens à moins de remonter le temps et de se rappeler que ce mois de septembre 2012 coïncide avec le cinquantenaire de la première Assemblée constituante. De Ferhat Abbas, qui l'avait présidée durant 12 mois à peine, à Ould Khelifa, qui occupe depuis peu le perchoir, l'histoire du Parlement algérien illustre parfaitement les péripéties de la nation. Institution-clé de tout Etat de droit, n'a-t-elle pas été en permanence au centre de tous les appétits ? Son actuel président, étant le 9^e durant cette longue époque, il est significatif que sa désignation n'ait guère fait exception en matière de modalités. En effet, seul Ferhat Abbas a quelque peu bénéficié d'une légitimité consensuelle de la part de ses pairs élus. C'est dire que dans le prétendu régime des assemblées, même la plus importante d'entre celles-ci est verrouillée par l'exécutif présidentiel. Bouteflika n'a finalement fait que perpétuer la vieille culture des présidents-prétoriens en permanence tentés par le césarisme. Il ne diffère guère de Ben Bella qui, en septembre 1963, remplaça par la violence Ferhat Abbas et nomma Hadj Ben Alla. Quant à Boumediène, qui, après avoir gouverné sans institutions élues durant 12 années, il se taillera un Parlement sur mesure et désignera Rabah Bitat comme alibi de la continuité du novembrisme. Ainsi, l'illusoire ouverture vers un pluralisme parlementaire que le bref pouvoir de Zeroual prétendait accompagner et soutenir capota dès la première urne. La mascarade des

législatives de 1997 qui se solda par un raz-de-marée d'un «rassemblement» jusque-là inconnu, explique clairement la résistance du système réfractaire au changement. Depuis, les velléités d'émancipation se firent rares. Et par conformisme, les parlements successifs renoncèrent culturellement à se poser et s'imposer comme l'interface de l'exécutif. S'accommodant du statut d'appendice légiférant, ils ont fini par «intérieuriser» dans la logique de leur fonctionnement la disponibilité à l'allégeance.

Dans les faits, donc, l'Algérie n'a jamais, en un demi-siècle, connu un véritable Parlement hormis la courte parenthèse qui lui donna comme président Ferhat Abbas et des députés de la dimension d'Aït Ahmed. En septembre 1963, malgré les résistances et les dénonciations, une Constitution fut rédigée hors de l'hémicycle idoine et adoptée sans débat par une Assemblée au garde-à-vous. L'Algérie venait, ce jour-là, d'entrer de plain-pied dans le despotisme.

Mais au-delà de cette constance chez nos présidents d'avoir à leurs bottes les parlements, l'on ne peut, par ailleurs, passer sous silence la qualité douteuse de ceux qui siègent en cultivant la discipline du vote. La décomposition de la vocation du parlementarisme, que le pouvoir en place a entretenue ces 13 années, remet à l'ordre du jour son utilité dans tous ses aspects. Budgétivore, puisqu'il est à l'origine d'un coût exorbitant pour l'argent public, non représentatif dès lors que les scrutins sont traditionnellement irréguliers et enfin interdit de censure sous peine de dissolution, il ne sert en réalité même plus de soupape afin de prévenir les remises en cause brutales. Frappé du sceau de l'imposture auprès de l'opinion, le



Par Boubakeur Hamidechi
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

bicamérisme, tel qu'il fonctionne depuis longtemps, finira bien par devenir le plus terrible acte d'accusation contre le pouvoir. Ici une chambre de «chouyoukh», sorte de conclave de patriciens ; là un aréopage de fidéistes agréé pour «services rendus» : au total un millier de rentiers inscrits sur la liste civile à la manière des libéralités monarchiques.

Sellal qui prétend connaître les pulsations du pays, est-il en mesure de se passer de l'exécrable recours à ces feux verts pour gouverner ? Formellement non mais dans la pratique oui. Comment ? Mais simplement en débattant publiquement avec les sans-voix, c'est-à-dire mettre en confiance un pays en instance de divorce. Vainqueur, dans l'hémicycle, par forfait traditionnel, il devra surtout convaincre la rue avant de siroter le petit lait.

B. H.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com

Pour l'obligation du port de blouses roses et bleues à l'Assemblée !

Grosse tension au sommet du pouvoir. Les clans se livrent une guerre sans merci, chacun voulant placer son homme de confiance à la tête de l'entreprise la plus stratégique du pays.

Netcom !

A peine «élus» — je m'excuse pour ce gros mensonge d'entrée de chronique, dès la première ligne — les nouveaux députés s'absentent déjà, «afwadjan, afwadjan», nombreux, en masse. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est le président de cette Assemblée qui, ayant fait ce constat consternant, et ayant remarqué que les parlementaires préféraient suivre en coulisse les débats sur le circuit télé interne, a dû employer un stratagème d'école primaire pour ramener les «représentants de le peuple» vers l'hémicycle : il a ordonné de couper la retransmission des travaux sur grands écrans. Mazette ! Et pourquoi, tant qu'on y est ne pas imposer le port de tabliers roses et bleus à ces députés ? Je n'y verrais personnellement rien de choquant. Si l'on fonctionne à ce niveau-là de responsabilité élective et représentative avec un cerveau encore embué par les miasmes de l'école buissonnière, autant alors en endosser l'habit, n'est-ce pas ? C'est d'autant plus alarmant que là, en ce moment, ce qu'ils sèchent les bougres, c'est tout de même la présentation et la dis-

cussion du programme Sellal. Je veux bien que l'avenir de la mission de Curiosity sur Mars ne sera pas bouleversée par le programme de Monsieur Propre, ses dix commandements anti-poubelle et sa détermination à éradiquer sans Rahma et sans aucune possibilité de Réconciliation les détritiques et autres gravas qui jonchent nos villes, mais tout de même ! Ces députés sont fraîchement installés dans l'hémicycle. Ils n'ont pas une mandature complète à leur compteur. Encore moins plusieurs mandatures. Et donc, en tant que WW, ils devraient au moins faire zaâma, faire semblant d'être là les premiers mois. Comme nous, à l'époque, à l'école. A la rentrée, nous nous y pointions. Nous étalions même nos affaires neuves sur la table. Et c'est ensuite, bien ensuite, que nous enjambions le petit muret pour aller musarder ailleurs. Eux, non ! Même pas de période probatoire, de round d'observation comme diraient mes collègues de la sportive. Dès l'entame de leur championnat, ils sont loin du stade. D'où l'avantage des blouses roses et bleues. Au moins là, si vous croisez dehors de grands dadais fringués de la sorte, sachez que ce sont vos «représentants». Excusez-moi encore une fois pour cet autre mensonge. A la dernière ligne de cette chronique. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

